

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 115 DU 8 JUIN 2011
PORTANT MODIFICATION DE L'ANNEXE A
À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961

NOR : ASET1150885M

Les articles 16 et 17 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 sont modifiés comme ci-après.

L'article 16 de l'annexe A, intitulé « Périodes antérieures au 1^{er} janvier 1999 », est modifié ainsi qu'il suit :

- le 1^{er} alinéa est inchangé ;
- la 1^{re} phrase du 2^e alinéa est inchangée.

La fin du 2^e alinéa est remplacée par 2 alinéas libellés comme suit :

« Concernant les majorations pour enfants nés ou élevés prévues le cas échéant par les règlements des régimes susvisés, elles sont calculées comme prévu à l'article 17 de la présente annexe.

En ce qui concerne les autres majorations, notamment celle pour ancienneté, prévues le cas échéant par les règlements de ces régimes, elles sont accordées si les conditions d'attribution de ces majorations étaient remplies au 31 décembre 1998 et sont calculées lors de la liquidation de l'allocation. »

Les dispositions de l'article 17 de l'annexe A sont remplacées, pour les liquidations d'allocations prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2012, par les dispositions suivantes.

L'article 17 de l'annexe A est intitulé désormais « Majorations familiales afférentes aux allocations de retraite prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2012 » et est libellé ainsi qu'il suit :

« 1. Le participant ayant un (ou des) enfant(s) à charge (au sens défini par la commission paritaire) à la date d'effet de la retraite peut, sous réserve des dispositions prévues au point 3 ci-dessous, bénéficier, tant que l'enfant reste à charge, d'une majoration de son allocation, égale à 5 % des droits bruts de l'ensemble de la carrière par enfant à charge.

2. Le participant ayant eu ou élevé pendant 9 ans avant l'âge de 16 ans au moins 3 enfants (au sens défini par la commission paritaire), cette condition étant appréciée à la date d'effet de la retraite, peut, sous réserve des dispositions prévues au point 3 ci-dessous, bénéficier d'une majoration de son allocation calculée sur la base des taux et réglementations respectivement applicables aux différentes parties de carrière :

- pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 1999, majorations pour enfants nés ou élevés telles que prévues le cas échéant par les règlements des régimes ARRCO antérieurs au régime unique ⁽¹⁾ ;
- pour les périodes entre le 1^{er} janvier 1999 et le 31 décembre 2011, majoration pour enfants élevés, égale à 5 % de l'allocation correspondant à cette partie de carrière ;
- pour les périodes à compter du 1^{er} janvier 2012, majoration pour enfants nés ou élevés, égale à 10 % de l'allocation correspondant à cette partie de carrière.

L'ensemble des majorations prévues au point 2 est plafonné à 1 000 € par an (montant revalorisé en fonction de la valeur du point), pour toute liquidation prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2012 (sauf pour les participants nés avant le 2 août 1951).

3. Le participant remplissant les conditions visées aux points 1 et 2 ne peut pas bénéficier simultanément des 2 types de majorations ; c'est la majoration la plus élevée qui lui est accordée. »

Fait à Paris, le 8 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CGPME ;
UPA ;
MEDEF.

Syndicats des salariés :

CFDT ;
CGT-FO ;
CFTC.

(1) Si les droits n'ont pas été inscrits dans les comptes des participants avant la liquidation, la majoration applicable est celle prévue par le régime unique ARRCO pour la période 1999 à 2011.